

<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article1349>



Plan d'urgence pour l'Ecole dans l'Yonne

Rencontre avec un conseiller du ministre sur le Plan d'urgence pour l'Ecole dans l'Yonne



Yonne - Départements - Yonne - Plan d'urgence pour l'école dans l'Yonne -
Date de mise en ligne : vendredi 27 janvier 2006

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Nous avons demandé que le ministre de Robien, en visite à Sens lundi 23 janvier nous reçoivent. Il n'avait pas le temps ... C'est donc auprès d'un de ses conseillers techniques que nous avons renouvelé notre exigence d'un Plan d'urgence pour l'Ecole dans l'Yonne.

Etaient présents :

- pour l'administration : un conseiller technique du ministre (M. Chudeau), la responsable de l'offre de formation du Rectorat de Dijon et le délégué académique en formation initiale (M. Maglica)
- pour la délégation intersyndicale : Ginette Bret pour le SNUIPP 89, Pascale Marlin et Olivier Provost pour le SNES 89, Françoise Poisson pour le SGEN-CFDT.

Pour la FSU 89, Ginette Bret, a commencé l'entrevue par une **présentation générale de la situation de l'Ecole dans l'Yonne**. Elle a rappelé le constat désastreux que faisait le rapport de l'Inspection Générale en février 2005 en insistant sur le retard qu'avait accumulé le département et sur la nécessité d'un plan de rattrapage pour sortir l'Ecole dans l'Yonne de l'ornière.

Elle a énuméré les démarches qu'a entreprises la FSU auprès des instances départementales régionales et nationales afin qu'un plan d'urgence dans l'Yonne soit mis en place et évoqué le travail du collectif "l'Ecole que nous voulons" qui va se traduire par une étude commandée à l'IREDU sur les causes des difficultés de l'enseignement dans l'Yonne, étude financée par le Conseil Général.

Le dossier du 1er degré (intervention du SNUipp-FSU 89)

- Les seules mesures prises depuis 2 ans et prévues pour la rentrée 2006 ne sont qu'un **redéploiement des moyens internes à l'académie**.
- **La scolarisation des tous petits** dans l'Yonne reste très inférieure à la moyenne nationale.
- Si **la formation continue** est bien mieux prise en compte que par le passé, il n'y a eu aucun moyen supplémentaire de remplacement pour aller de pair.
- **L' AIS** a un tel retard que la plupart des postes sont occupés par des faisant fonction, alors que des volontaires existent pour partir en formation.

Le nouvel IA semble avoir pris les choses au sérieux mais rien de concret n'a été fait pour l'instant, faute de moyens : **dans les cours d'école, rien a changé pour les maîtres ni les élèves.**

Le dossier 2nd degré (intervention du SNES-FSU 89)

Nous avons rappelé que la situation de l'Yonne était dénoncée syndicalement depuis longtemps.

Des promesses ont été faites au niveau national, et encore tout récemment lors du CTPM du 9 janvier : le ministère a assuré qu'un soin attentif serait apporté à l'Yonne lors de l'élaboration du budget 2006. Le moins que l'on puisse

dire, c'est que **ce sont des promesses qui n'ont pas été tenues** : 22 postes en moins dans les collèges sont déjà annoncés pour la rentrée !

Le ministère met en avant les baisses d'effectifs pour supprimer des postes d'enseignants, mais **ces baisses sont très variables d'un endroit à l'autre du département** et les classes à faible effectif dans certains collèges estompent, dans la moyenne départementale, celles à effectif trop lourd notamment en collèges urbains, mais aussi en collège ZEP comme à Brienon.

De plus, tous les indicateurs montrent que **les conditions de vie des icaunais se dégradent** avec en parallèle une augmentation des difficultés économiques et sociales des élèves.

Bref, un simple redéploiement interne à l'académie ne pourra résoudre les problèmes de l'école dans l'Yonne !

Et ce ne sont pas **les annonces pour la rentrée 2006** qui vont nous rassurer :

- La carte des langues avec la **disparition de l'allemand LV1** dans certains endroits,
- Les fermetures de sections de bac pro du **LP de Migennes** pour les transférer à Sens (alors que la situation de Migennes est difficile, que les collègues ont réussi à instaurer une relation de confiance avec les élèves, à supprimer les problèmes de drogue et de violence et avoir de bons résultats aux examens),
- La fermeture de la filière STG au **lycée de Toucy** avec à sa suite celle du BTS assurance dans le seul lycée de Puyssaye,
- l'illégalité dans laquelle se trouvent les collègues du **BTS MI de Fourier** qui, faute de moyens en heures postes accueillent 20 étudiants en atelier pour une capacité théorique (et légale) de 15,
- ...

Les réponses de l'administration

(En italique, nos remarques ...)

Sur les difficultés de l'Yonne d'un point de vue général, si le rapport de l'IG a été rendu public et diffusé largement (*sic ! heureusement que le snes et le snuipp, chacun dans son champs de compétence se sont employés à diffuser ce rapport à tous les collègues, sinon, qui en aurait eu vent ??*) ..., c'est que le ministère a pris conscience des difficultés du département et partage le constat fait par l'inspection

Mais, beaucoup de choses ont changé depuis la publication de ce rapport, notamment un nouveau pilotage au niveau académique et départemental (*recteur + IA ont changé*).

Les causes des difficultés de l'Yonne sont multifactorielles et ne sauraient se réduire à un problème de moyens : plusieurs études, certes contestées par certains, montrent qu'il n'y a pas forcément corrélation entre le nombre d'élèves par classe et la réussite scolaire ... Il faut donc agir sur plusieurs leviers.

Et puis, et cela montre bien l'intérêt qui est porté sur le département, l'Yonne fera l'objet d'autres études de l'inspection générale : le ministère veut suivre l'avancement des progrès !

Quant à l'idée du plan d'urgence, elle ne séduit pas le conseiller technique du ministre : un plan d'urgence a été mis en place pour la Seine Saint Denis il y a quelques années et ça n'a rien changé, alors ... pourquoi demander toujours plus de moyens : il y a d'autres leviers (*puisque'on vous le dit !*)

Pour le 1er degré

- Depuis 2004, 22 postes et demi ont été créés.
- Les services départementaux ont changé : une équipe de pilotage a été mise en place avec une réflexion sur le réseau des écoles et le RASED. Un effort sera fait pour les écoles en ZEP.

C'est un début de réponse ...

Pour le 2nd degré

Il y a eu 5 000 élèves en moins dans l'académie depuis 2 ans et on n'a pas supprimé autant de postes qu'on aurait dû : donc **mécaniquement, le taux d'encadrement des élèves s'améliore ...** *Vous vous en étiez tous aperçu, bien sûr ! Nous avons rappelé, tout de même, que l'an dernier pour 20 élèves de moins dans les lycées et LP du département, 18 postes avaient été supprimés ...*

Il faut **travailler sur le réseau d'établissements** pour s'interroger sur la structure de l'offre à donner dans chaque établissement.

Comprenez, on ferme toutes les formations peu rentables (petits effectifs) et on dit aux élèves de se déplacer dans le lycée voisin pour suivre la filière qu'ils veulent. C'est bien, comme ça ils apprennent la mobilité tout petits !

A chaque établissement d'étudier ses priorités au cas par cas : il faut agir localement, chercher des idées, inscrire ces priorités dans le projet d'établissement et s'il est prouvé (*c'est à nous de prouver !*) qu'un problème dégrade la vie de l'établissement en général, il y a une contractualisation possible avec la DESCO (*après avoir analysé 2 ans le problème, monté un dossier de 40 pages, on obtiendra peut-être 2 heures ...*).

Et puis, il ne faut **pas hésiter à utiliser les marges de manœuvre de la DHG**. *Ah bon, il y en a ?* Mais oui, mais certains conseils d'administration sont inhibés devant les décisions à prendre (*dixit*). *Ben oui, on a du mal à demander que les classes de 1ère et de Term soient à 40 ou plus pour que les Secondes soient à 30 seulement !*
Et d'insister sur le travail en réseau des établissements scolaires à développer pour **rationaliser les moyens**.

Il y a une vraie réflexion, paraît-il, avec les élus locaux également, sur la politique de formation. *Nous avons fait remarquer que, vos les courriers rédigés depuis une semaine par pratiquement tous les élus locaux de Puisaye-Forterre, nous doutions de la concertation rectorat-élus locaux...Il paraît que la concertation a eu lieu en Côte d'Or, en Saône et Loire et dans la Nièvre, mais ... le rectorat n'a pas eu le temps de discuter avec les élus de l'Yonne. La réunion était prévue le 16 janvier (jour où les documents du SNES sur la rentrée 2006 sont arrivés dans les établissements..., donc pour la concertation avec l'Yonne... faut pas nous raconter d'histoire !).*

Un exemple (*de réflexion concertée ...*), si la **filiale STG** risque de disparaître à Toucy, ce n'est pas pour faire des économies ... Non, c'est parce que ce lycée rural a du mal à avoir un vrai vivier d'élèves et les sections générales ont peu d'élèves. Or on a besoin de former des scientifiques. Et, comme par hasard, Toucy, mais d'autres aussi, est mis à contribution pour combler ce manque.

Et là où le discours est complètement surréaliste, c'est que parmi les scientifiques, le conseiller du ministre met la filière ES alors que depuis 5 ou 6 ans tout est fait pour liquider cette filière (CF les propos du médef sur « les profs marxistes » qui enseignent en ES...).

C'est vrai qu'on manque d'économistes et de sociologues (d'experts de la littérature aussi), mais, jamais, dans le discours officiel jusque là, les ministres n'avaient mis les ES et les L dans la catégorie « scientifiques », c'était réservé aux S.

Ce soudain changement de discours ne tient qu'au fait qu'il y a des ES et des L à Toucy et qu'il ne faut surtout pas affoler le populo du coin sur l'éventuelle fermeture pure et simple du bahut : pas de panique braves gens vous perdez les techniciens mais gardez les scientifiques....

Donc Toucy va pouvoir, « débarrassé » de ces techniciens, se recentrer sur ces formations générales et les renforcer dans ce lycée au détriment d'une filière STG (en quoi, ça va les renforcer, mystère ...). Les élèves qui veulent à tout prix faire STG pourront toujours le faire ...à Auxerre ou Joigny.



Car la cerise sur le gâteau : le ministère et le rectorat ont la volonté délibérée de garder le maillage des établissements ruraux, ... mais, ont-ils ajouté : garder ce maillage y compris au détriment d'une filière.

Autrement dit : le lycée de Toucy ne sera pas fermé mais sa section tertiaire si ; les bac pro disparaîtront de Migennes mais grâce au réseau d'établissements, les profs de Migennes sauront convaincre leurs élèves de quitter leur établissement de 280 élèves pour aller voir ce qui se passe à la cité scolaire de Sens (2 900 élèves... un cadre familial..., juste ce qu'il faut aux élèves des ZEP de Migennes !)

Voilà, où on en est aujourd'hui, c'est-à-dire NULLE PART !

On se fout de nous et encore plus des gamins de l'Yonne qui n'ont qu'à aller en apprentissage à 14 ans, un point c'est tout !

Notre seule chance d'obtenir gain de cause sur un ou deux dossiers de lycée, d'avoir moins que 22 postes supprimés en collège, c'est une mobilisation très forte des collègues le 2 février (100% de grévistes lundi 23 au lycée de Toucy : ça devrait quand même impressionner en haut lieu ; grève mardi 24 au LP de Migennes).

Il faut préparer dès maintenant la journée d'action du 2, par des réunions d'informations, des affiches au panneau syndical, des débats en salle des profs, ...

Compte rendu rédigé par Olivier Provost,

complété par Pascale Marlin